



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. : DiPP/3 – Bicpe - NP

**Arrêté préfectoral de mise en demeure complétant
l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/03/2013
concernant la S.C.E.A LES 3 CHENES située à
HERZEELE.**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment son article L.514-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées définie par l'article R511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre 1^{er} du livre IV du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 25 août 2004 autorisant la SCEA DES 3 CHENES à exploiter un élevage de 9525 animaux-équivalents porcins et un forage de prélèvement d'eau souterraine à HERZEELE (59470) – 2845 rue de Winnezele ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 15 mai 2007 accordée à la SCEA DES 3 CHENES pour l'exploitation d'une unité de méthanisation à HERZEELE ;

Vu le rapport en date du 6 février 2013 de la direction départementale de la protection des populations du Nord duquel il ressort que certaines prescriptions de l'arrêté du 10 novembre 2009 susvisé ne sont pas respectées et que l'exploitant n'a pas déclaré des modifications substantielles de son installation classée ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 mars 2013 mettant en demeure la SCEA DES 3 CHENES de déposer un dossier d'autorisation pour son établissement situé à HERZEELE ;

Considérant que les impacts et les dangers de l'installation classée doivent être évalués pour revoir les conditions d'exploitation de l'établissement ;

Considérant que l'exploitant doit respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 afin de s'assurer de la sécurité des équipements installés et une traçabilité des entrées et des sorties de matières organiques ou de gaz utile à la surveillance de la méthanisation de déchets ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

.../...

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet :

L'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 mars 2013 est complété comme suit :

« La SCEA DES 3 CHENES située 2845 rue de Winnezele – 59470 HERZEELE est mise en demeure de respecter, dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions suivantes de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre 1^{er} du livre IV du code de l'environnement :

- Article 8 et 26 : établir les consignes prévues par ces articles,
- Article 12 : installer un système de mesure de la quantité de gaz produit,
- Article 14 : établir le cahier des charges des matières admissibles et de recueillir des informations préalables à la première admission,
- Article 22 : justifier que l'exploitant et le personnel de l'installations de méthanisation sont formés à la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance des installations, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention,
- Article 24 : surveiller et contrôler la pression au sein des digesteurs dans les conditions prévues par cet article,
- Article 32 : repérer les canalisations de transport des différents fluides dans les conditions prévues par cet article,
- Article 39 : tenir à disposition de l'inspection des installations classées le programme de maintenance défini à cet article,
- Article 51 : transmettre le rapport annuel de l'année 2012 tel que défini par cet article.

Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de son affichage.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le Sous-Préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée:

- au maire d'HERZEELE ,
- à la directrice départementale de la protection des populations, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie d'HERZEELE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire .



Fait à Lille, le 15 AVR 2013
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général adjoint
Le préfet,

Eric AZOULAY